

IV/ LES REALISATIONS DES POSTES COMPTABLES
GENERAUX

IV-1 L'AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRESOR (ACCT)

Les ressources centralisées par l'ACCT au 31 décembre 2003 se présentent comme suit :

IV-1-1 Mobilisation des ressources

1) Les recettes fiscales et douanières

Le compte principal au 31 décembre 2003 a enregistré :

- **973 milliards F CFA** pour le compte des régies financières ;
- **12,962 milliards F CFA** postes comptables du Trésor ;
- **4,856 milliards F CFA** de traites en douane échues ;
- **33,283 milliards F CFA** des obligations cautionnées.

Il convient de signaler qu'au 31 décembre 2003, des traites en douane d'une valeur de **18, 376 milliards FCFA** demeurent encore dans le portefeuille de l'ACCT dont **2,510 milliards FCFA** d'obligations cautionnées et **15,866 milliards F CFA** de lettres de change.

2) Les recettes non fiscales

Elles proviennent de diverses structures étatiques, para-étatiques ou de mobilisation de fonds entreprises par le Trésor Public, ce sont :

- Les versements de la SONARECI : **411 millions** à la fin de l'année ;
- Les remboursements CECP : **9,800 milliards** ;
- Les avances de trésorerie : **45,766 milliards** ;
- Les crédits relais au Trésor : **50 milliards** ;
- Les fonds de garantie : **187,4 milliards**
- Autres recettes : **29,800 milliards**

(dont l'emprunt obligataire se chiffre à **16,5 milliards** et les versements du compte pétrole brut s'élèvent à **10,978 milliards**).

IV-1-2 Les approvisionnements et les transferts de fonds

Des opérations d'approvisionnement ont été effectuées au cours de l'année 2003, en direction des postes comptables du Trésor en charge du règlement des dépenses publiques.

1) Les postes comptables généraux

Les postes comptables généraux du Trésor ont bénéficié d'approvisionnements repartis comme suit :

- Paierie Générale du Trésor : **529 milliards F CFA**;
- La Trésorerie Générale pour l'Etranger : **27 milliards F CFA** ;
- L'Agence Comptable de la Dette Publique : **104 milliards F CFA**.

2) Les postes comptables déconcentrés

Le montant total des approvisionnements au profit des Trésoreries (régionales, départementales, principales) se reparti comme suit :

- Trésoreries Régionales d'Abidjan : **82,307 milliards F CFA** ;
- Trésorerie Principale d'Abidjan : **145,369 milliards F CFA** ;
- Trésoreries Régionales et Départementales de l'intérieur : **35,353 milliards F CFA.**

Quant aux EPN, ils ont été approvisionnés à hauteur de **50,075 milliards F CFA**.
Les paieries ont bénéficié d'un approvisionnement de **8,409 milliards F CFA**.

3) Les transferts directs

La MUGEFCI a perçu **6 milliards F CFA** pour l'année 2003.

Les dépenses relatives au Fonds d'Action Sanitaire se chiffrent à **841 millions F CFA**.

Quant aux transferts effectués pour alimenter le compte du fonds de garantie, ils s'élèvent à **187,9 milliards F CFA**.

IV-1-3 Les opérations diverses

1) Les relations avec la BCEAO

Les règlements effectués par le Trésor à la BCEAO, dans le cadre de l'apurement des avances statutaires consolidées, s'élèvent à **6,965 milliards**.

Le Trésor a aussi réglé des échéances du FMI à hauteur de **55,556 milliards**.

Par ailleurs, les relations avec la BCEAO permettent de suivre les opérations de la Caisse d'Epargne et des Chèques Postaux (CECP). La BCEAO a prélevé sur le compte principal du Trésor la somme de **38,907 milliards FCFA**.

2) Le Compte « Privatisation »

Le solde disponible sur ce compte est à **352 millions F CFA**.

3) Les relations avec la CAA

Le montant total des remboursements effectués à la CAA dans le cadre de ce type d'avance de trésorerie s'élève en fin décembre à **4,5 milliards F CFA**.

4) Les cautions

** Les cautionnements des comptables*

Les comptables publics ont constitué un montant de cautionnement égal à **122,6 millions de F CFA** pour l'année. L'ACCT a procédé au remboursement des cautions comptables à hauteur de **8,8 millions F CFA** de janvier à décembre 2003.

** Les cautions de rapatriement*

Les cautions de rapatriement encaissées au cours de l'année se chiffrent à **11,4 millions FCFA**. L'ACCT a procédé au remboursement de ce type de cautionnement à hauteur de **0,045 million** au cours de la même période. Ce qui porte à **10 millions FCFA**, le montant total des remboursements depuis le 1^{er} janvier.

5) L'Emprunt Obligatoire 7% 2002-2005

En remboursement de cet emprunt, l'ACCT a acheminé à la CAA, **15,1 milliards F CFA** depuis le début de l'année. Il faut indiquer que le total des remboursements, y compris les virements de fonds, s'élèvent à fin décembre à **19, 536 milliards F CFA**.

6) Les comptes ouverts dans les établissements financiers

Les comptes ci-après suivis par l'ACCT ont enregistré les mouvements suivants :

- Le compte «*MESRIT Bourses Etudes*» a reçu un approvisionnement global de **8,068 milliards F CFA**. Les dépenses effectuées sur ce compte à cette même période s'élèvent à **8,086 milliards F CFA**. L'arrêté au 31 décembre 2003 fait apparaître un solde créditeur de **6 millions**.
- Le compte «*Radio Télévision à Péage*» a enregistré un total recettes de **290 millions F CFA** et des dépenses à hauteur de **462 millions** au cours de l'année. Son solde s'établit au 31 décembre, à **53 millions F CFA**.
- Le compte «*Direction de la Planification et du Développement Rural*» a enregistré des dépenses de **25 millions**. Ce qui ramène son solde créditeur à **21 millions** à fin décembre 2003.
- Le compte «*Opérations spécifiques des ministères*» a, de janvier à décembre 2003, enregistré des recettes totales de **75,255 millions**. Par ailleurs, les dépenses effectuées dans le cadre de l'intéressement du personnel et du fonctionnement des structures publiques se chiffrent à **47,924 millions de F CFA**. Il se dégage, à fin décembre 2003, un solde créditeur de **647,713 millions de F CFA**.
- Le compte «*ACCT / Société de Surveillance*» ouvert à la BCEAO a enregistré, de janvier à décembre, des recettes d'un montant total de **10,117 milliards F CFA** et des dépenses de **9,523 milliards F CFA** au profit des sociétés BIVAC et COTECNA. Il se dégage, à la fin de l'année, un solde créditeur de **1,256 millions**.

Au titre des régies sur compte spécial, les transferts suivants ont été effectués au 31 décembre 2003 :

- Direction des Transports Maritimes et Fluvio – Lagunaires : **102 millions**
- Direction des Transports Maritimes et Portuaires : **53 millions**
- Régie de l'Observatoire de la Fluidité des Transports : **171 millions**
- Fonds National de l'Environnement : **55 millions**
- Direction du Commerce Extérieur : **282 millions**

En conclusion, la très forte tension sur la trésorerie de l'Etat s'est poursuivie au cours de l'année 2003. Cette situation est imputable à :

- la suppression depuis le 1^{er} janvier 2003, des avances statutaires consenties par la BCEAO ;
- la suspension des appuis extérieurs ;
- le règlement des échéances au titre de la dette publique ;
- la crise qui secoue le pays depuis septembre 2002 .

IV-2. LA RECETTE GENERALE DES FINANCES (R.G.F)

IV-2-1. Le bilan des activités

La Recette Générale des Finances n'est pas assignataire de rôles d'imposition. Sa mission en tant que poste comptable général consiste à suivre la mobilisation de l'ensemble des recettes budgétaires de l'Etat effectuée par les Impôts, la Douane et le Trésor

1) *Au titre des recettes fiscales*

Les prévisions annuelles de recettes fiscales contenues dans le budget de l'année 2003 se chiffrent à **1.211,6 milliards** dont **569,7 milliards** au titre de la Direction Générale des Impôts, **600,9 milliards** au titre de la Direction Générale des Douanes et **41 milliards** pour la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Les recettes fiscales réalisées au 31 décembre 2003 par les trois régies financières s'élèvent à **1.178.567.269.536 F CFA**, soit un taux de réalisation de 97,27%.

Tableau récapitulatif de la situation des recettes fiscales réalisées par les régies financières de janvier à décembre 2003

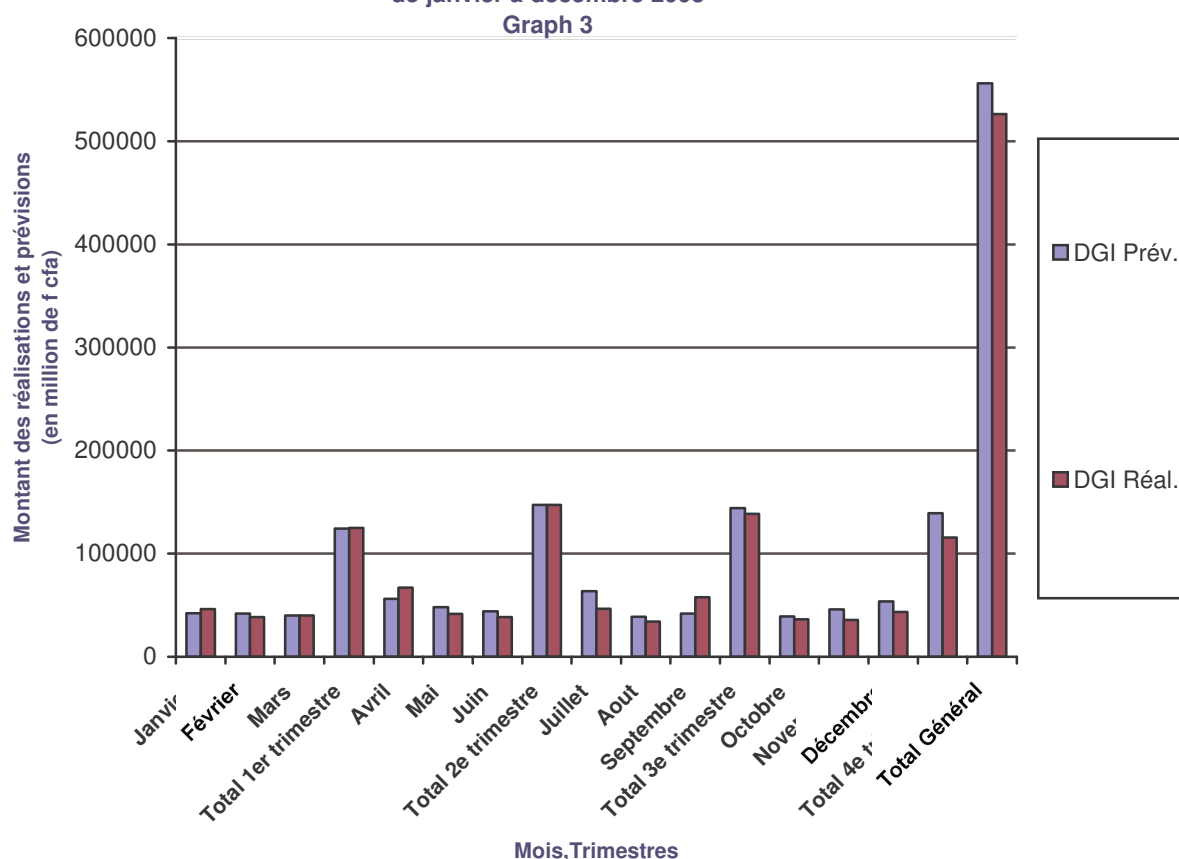
	PREVISION	REALISATION	ECART
DGI	569.700.000.000	526.313.142.204	-43.386.857.796
DGD	600.900.000.000	619.583.572.846	18.683.572.846
TRESOR	41.000.000.000	32.670.554.486	-8.329.445.514
TOTAL	1.211.600.000.000	1.145.896.715.050	-33.032.730.464

La décomposition des recettes fiscales réalisées à fin décembre 2003 par régie financière se présente comme suit :

a. **Les recettes de la Direction Générale des Impôts (D.G.I)**

Les recettes fiscales réalisées par la Direction Générale des Impôts à fin décembre 2003 se chiffrent à **526.313.142.204 F CFA** contre une prévision de **569,7 milliards F CFA** soit une moins-value cumulée de **43.386.857.796 F CFA** avec un taux de réalisation de 94,6%. Il s'agit ici des réalisations fiscales nettes, c'est-à-dire après déduction faite des transferts.

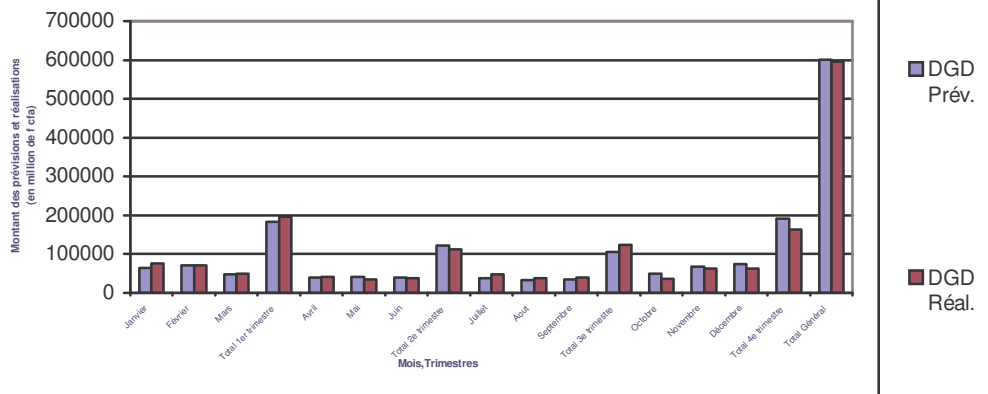
Situation mensuelle des prévisions et recettes fiscales nettes réalisées par la DGI de janvier à décembre 2003



b. Les recettes de la Direction Générale des Douanes (D.G.D)

Les recettes fiscales réalisées par la Direction Générale des Douanes à fin décembre 2003 s'évaluent à **619.583.572.846 F CFA** contre des objectifs annuels (en termes TOFE) de **600,9 milliards F CFA** soit une plus-value cumulée de **18.683.572.846 F CFA**, avec un taux de réalisation de **103%**.

Il convient de signaler que des différences apparaissent entre les données extracomptables communiquées par la Douane et celles relevées dans la Balance provisoire produite à la date du 31 décembre 2003. Certaines comptabilités saisies à la RGF n'ont pas été entièrement prises en compte au niveau de l'intégration. En outre, au niveau de la Recette Principale des Douanes, il a été découvert qu'il y a eu des omissions lors de la transcription des données dans les documents comptables transmis à la RGF. Il est donc certain que suite aux rectifications qui seront faites, la Balance Générale définitive corrigée fera ressortir au niveau de la Douane des réalisations plus complètes et plus exactes.

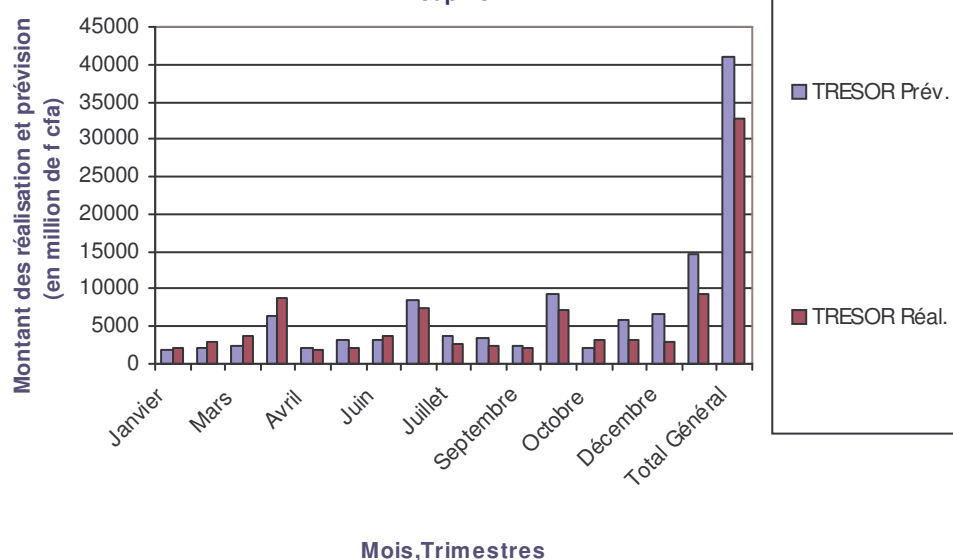


c. Les recettes du Trésor Public

Les recettes fiscales recouvrées par le Trésor à fin décembre 2003 se chiffrent à **32.670.554 486 F CFA** contre des objectifs annuels de **41 milliards F CFA**, soit un taux de réalisation de 80 % et une moins-value cumulée de **8.329.445.514 F CFA**.

Il est important de signaler ici aussi qu'il s'agit des réalisations nettes qui ne tiennent donc pas compte des transferts. A toutes fins utiles, il faut savoir que les recettes brutes s'élèvent à **48.161.949.859 F CFA**, les transferts aux communes étant évalués à **15.491.395.373 F CFA**.

Situation mensuelle des prévisions et recettes fiscales nettes réalisées par le TRESOR de janvier à décembre 2003
Graph 5



2) Au titre des recettes non fiscales

La Balance provisoire produite à la fin du mois de décembre fait ressortir que les réalisations de recettes non fiscales du Trésor s'évaluent à un montant global de **26.874.918.547 F CFA**.

Comparativement aux performances réalisées par le Trésor à fin novembre 2002 (**58.638.210.513 F CFA**), les réalisations en matière de recettes non fiscales ont connu une très forte baisse au cours de l'année 2003.

Les réalisations des recettes non fiscales proviennent en grande partie des redevances perçues au titre des licences de télécommunication, des recettes de service et des recettes diverses.

IV-2-2. L'analyse des réalisations par rapport aux prévisions

Au total, au vu des données fournies par la Balance provisoire à fin décembre 2003, il faut se convaincre d'une évidence : malgré la débauche d'énergie déployée par l'ensemble des régies financières, les objectifs annuels n'ont pas été atteints.

La cause principale de cette contre-performance générale, c'est le non recouvrement des recettes fiscales dans les parties assiégées du territoire national.

S'agissant du Trésor, la Recette Générale des Finances a mené des actions vigoureuses auprès des entreprises assujetties au paiement de la patente dont certaines filiales sont situées dans les zones occupées par la rébellion. Mais ces actions ont été limitées dans leur portée parce que la plupart de ces entreprises ont libellé les chèques à l'ordre des postes comptables fermés, rendant ainsi impossible l'encaissement de ces chèques par la Recette Générale des Finances.

Cependant, la Recette Générale des Finances poursuivra ces actions tout en les renforçant. Ce service s'emploiera à mettre à exécution un des points importants de son plan d'actions qui n'a pu l'être en 2003 en raison des risques liés à l'insécurité. Il s'agit d'une vaste campagne de sensibilisation qui doit être menée sur toute l'étendue du territoire national. Cette campagne devra être suivie de la reconduction des brigades de recouvrement.

La baisse du taux de recouvrement réside également dans la mise en œuvre depuis 2002, des mesures de dégrèvement ainsi que dans l'émission tardive des rôles d'imposition. Suite au nettoyage du fichier des contribuables et à la maîtrise de la matière imposable, des actions seront entreprises au niveau de la DGI afin que soient accélérées les procédures d'émission des rôles d'imposition.

En définitive, la paix étant revenue, il reste à espérer qu'un souffle nouveau sera donné à notre économie afin que les contribuables puissent sans heurts se libérer de leurs obligations fiscales.

IV-3 LA PAIERIE GENERALE DU TRESOR (PGT)

Les réalisations de la PGT au cours de l'année 2004 se rapportent aux données statistiques et aux activités diverses.

IV-3-1 Au titre des données statistiques

Il s'agit d'indiquer, les chiffres significatifs des activités de la PGT pour l'année 2003. Ces chiffres proviennent des rubriques suivantes :

1) Les dépenses de matériel

* Les prises en charge

période	Mandats reçus et pris en charge		Mandats transmis au règlement*	
	nombre	montant	nombre	montant
1 ^{er} trimestre 2003	5512	220.861.797.384	3391	117.655.673.290
2 ^e trimestre 2003	6638	118.578.995.416	2701	47.092.402.049
3 ^e trimestre 2003	705	4.352.641.288	1341	96.930.879.749
4 ^e trimestre 2003	1965	21.121.780.696	2660	87.092.919.410
TOTAL GENERAL	14.820	364.915.214.784	10.093	348.771.874.498

* Les mandats transmis au règlement comprennent à la fois les mandats pris en charge au cours de l'exercice 2003 et ceux des exercices antérieurs.

* Les restes à payer

La situation récapitulative des restes à payer établie sur pièces au 31 décembre 2003 se présente comme suit :

Gestion	Nombre de mandats	Montant
1999	19	2.312.720.828
2000	21	1.515.703.454
2001	630	4.191.231.839
2002	965	10.989.424.209
2003	2588	26.145.072.978
Total	4223	45.154.153.308

2) Les dépenses de personnel

Ce chapitre concerne les informations relatives aux dossiers traités et aux dépenses correspondantes. Pour ce qui est des dossiers traités au cours de l'année 2003, les situations suivantes peuvent être présentées:

* La situation des fonctionnaires (la masse salariale)

Mois	Effectif	Consommation ^o budgétaire	Retenue MUGEFCI	Retenue CGRAE	Autres retenues	Net à payer
Janvier	104.294	27.845.036.557	533.210.305	1.125.123.297	294.2431.881	23.244.271.074
Février	104.327	26.324.731.097	531.872.131	1.126.361.856	2.894.630.434	21.771.866.676
Mars	105.408	27.630.766.105	534.398.454	1.128.249.115	3.024.623.585	23.117.508.418
Avril	104.853	270.477.222.229	544.308.945	1.144.432.609	2.009.773.673	22.439.661.113
Mai	104.790	26.265.427.090	536.794.276	1.134.266.885	2.877.768.416	21.716.597.513
Juin	105.184	26.972.786.533	550.117.834	1.155.095.812	2.935.174.118	22.332.398.769
Juillet	106.231	29.351.438.266	606.020.173	1.248.812.965	3.216.898.650	24.279.706.479
Août	107.374	29.564.871.335	616.841.428	1.255.724.810	3.203.422.558	24.488.882.539
septembre	107.829	28.598.614.430	583.288.097	1.222.788.232	3.164.343.342	23.628.194.759
Octobre	107.148	27.244.143.964	554.328.580	1.171.364.115	3.003.964.694	24.131.236.128
Novembre	108.483	29.103.848.323	584.252.835	1.232.160.849	3.156.198.511	24.131.236.128

Décembre	108.371	27.714.657.208	559.379.737	1.181.678.901	3.122.336.788	22.851.261.782
Total	1.274.292	333.663.543.137	6.734.812.795	14.126.059.446	35.551.566.650	276.516.071.825

NB : les « autres retenues » sont des retenues effectuées à la source. Elles concernent les divers impôts, les cautionnements des comptables, les ordres de recettes, les précomptes etc.

* La situation des journaliers

Mois	Effectif	Montant brut	Retenue CNPS	Autres retenues	Net à payer
janvier	3.611	258.733.760	8.239.706	8.717.521	247.608.533
février	3.609	258.690.661	8.238.324	8.718.554	247.569.783
Mars	3.604	258.359.547	8.226.717	8.707.146	247.253.684
Avril	3.600	258.072.210	8.217.523	5.786.700	247.026.007
Mai	3.606	258.580.331	8.232.151	5.798.101	247.436.079
Juin	3.598	258.219.074	8.223.643	5.770.013	247.095.415
Juillet	3.597	258.198.002	8.221.769	5.789.397	247.070.836
Août	3.594	258.008.811	8.216.916	5.785.307	246.894.588
septembre	3.595	258.126.371	8.219.669	5.787.933	247.010.757
Octobre	3.594	258.164.895	8.221.916	5.788.791	246.303.382
Novembre	3.593	258.089.177	8.218.485	5.787.074	246.171.409
Décembre	3.593	258.104.221	8.218.967	5.787.412	244.393.966
TOTAL	43.194	3.099.347.060	98.695.786	78.223.949	2.961.834.439

NB : Il faut signaler que les salaires versés au personnel en service dans les EPN ne sont pas pris en compte dans ces tableaux.

3) Les précomptes

* La situation des reversements

Mois	Ordonnancement	Reversements	Restes à reverser
<i>Balance d'entrée</i>			16.984.710
<i>1^{er} trimestre 2003</i>	2.441.728.857	1.646.099.165	795.629.692
<i>2^e trimestre 2003</i>	2.587.739.311	1.711.960.382	63.917.751
<i>3^e trimestre 2003</i>	2.705.811.552	2.732.208.904	54.505.109
<i>4^e trimestre 2003</i>	2.959.813.961	2.867.078.250	92.735.711
TOTAL GENERAL	10.695.093.681	8.957.346.701	1.737.746.980

* Les principaux bénéficiaires

Bénéficiaires	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Total
Pensions alimentaires	25.945.931	24.822.945	25.655.348	179.321.408	255.745.632
Assurance, syndicat, banques	334.301.034	1.453.906.221	1.683.053.624	1.979.762.801	5.451.023.680
Maisons d'équipement	963.173.559	988.908.363	969.878.138	815.109.479	3.737.069.539
Huissiers Justice (saisie arrêts)	43.593.254	41.016.244	36.933.601	34.300.037	155.843.136
Tribunal militaire	10.274.195	11.006.775	10.198.813	10.159.043	41.638.826
Reversement greffe	0	4.161.012	6.404.380	2.989.653	13.555.045
Mutuelle agents solde	659.000	0	0	0	659.000
Diverses cotisations	1.061.691.460	0	0	0	1.061.691.460
Précomptes SONARECI	2.090.424	0	0	0	2.090.424
TOTAL GENERAL	2.441.728.857	2.523.821.560	2.732.123.904	3.021.642.421	10.719.316.742

4) Les règlements

* Les avances consenties

Bénéficiaires	Montants	Régularisation	Restes à régulariser
Militaires	103.975.605.402	51.283.204.148	52.692.401.254
Ministères	34.082.319.055	16.859.342.887	17.222.976.168
Régies d'avances	5.621.094.974	150.000.000	5.471.094.974
Fonctionnaires/Pensions	270.461.049.704	60.188.802.362	210.272.247.342
Total 2003	414.140.069.135	128.481.349.397	285.658.719.738
Total 2002 et antérieurs	384.596.988.674	364.368.116.270	20.228.872.404
TOTAL GENERAL	798.737.057.809	492.849.465.667	305.887.592.142

L'importance des avances consenties en 2003 est due au retard accusé par le vote du budget général. Dans cette situation, les salaires (militaires et fonctionnaires) représentent la part la plus importante soit 90 % des avances consenties.

La PGT est en attente d'un ordonnancement de régularisation de la part de la Direction Générale du Budget et des Finances pour les montants inscrits sur l'exercice 2003 et antérieurs.

* Les restes à payer sur remboursement de TVA au titre de l'année 2003

Nature de l'opération		Montant
TVA	Prise en charge	28.589.256.285
	Règlement	8.480.606.271
	Restes à régler	20.108.650.014
Chèques spéciaux	Prise en charge	1.780.498.710
	Règlement*	2.019.402.003
TOTAL GENERAL	Prise en charge	30.369.754.995
	Règlement	10.500.008.274
	Restes à régler	19.868.746.721

* Les règlements sur « Passifs audités »

Ordonnements	Montants	Règlements	Solde
2001	5.047.955.126	5.046.068.676	1.886.450
2002	17.201.586.550	13.560.068.328	3.641.518.222
2003	5.133.973.142	1.622.865.139	4.646.585.327
Total	27.383.514.818	20.229.002.143	8.289.989.999

5) Les régies d'avances

Au cours de l'année 2003, La PGT a enregistré :

- la création de **13** régies d'avances ainsi que
- la nomination de **35** régisseurs d'avances.

* Les ordonnancements au profit des régies d'avances (Hors Ministère de la Défense)

Libellé	Nombre	Montant
<i>Ordres de paiement</i>	205	<i>11.041.158.906</i>
<i>Mandats</i>	23	<i>6.163.260.178</i>
Total ordonnancement	228	17.204.419.084

* Les approvisionnements au profit des régies d'avances

Bénéficiaires	Montant
<i>Ministère de la Défense et de la Protection Civile</i>	<i>18.439.239.984</i>
<i>Ministère de la Sécurité</i>	<i>2.326.500.000</i>
<i>Ministère de la Santé Publique</i>	<i>19.662.000</i>
<i>Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie et des Finances</i>	<i>814.036.000</i>
<i>Ministère de l'Education Nationale</i>	<i>1.500.000.000</i>
<i>Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de l'Enseignement Tech.</i>	<i>220.000.000</i>
<i>Ministère des Affaires Etrangères</i>	<i>11.933.970</i>
<i>Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scient.</i>	<i>127.350.643</i>
<i>Ministère du Commerce</i>	<i>22.724.491</i>
<i>Ministère de la Solidarité, de la Sécurité Sociale et des Handicap.</i>	<i>123.000.000</i>
<i>Ministère du Plan et du Développement</i>	<i>86.000.000</i>
<i>Ministère du Tourisme</i>	<i>7.848.000</i>
<i>Ministère chargé des Relations avec les Institutions de la Rép.</i>	<i>630.000.000</i>
Total approvisionnement	24.328.295.088

6) La comptabilité

* Le suivi des écritures dans ASTER et dans l'ancienne application

La saisie, l'acceptation, la comptabilisation globale des écritures et la clôture des journées comptables sont effectuées jusqu'au 30 Décembre 2003 dans ASTER. En ce qui concerne l'ancienne application, les journées comptables ont été validées jusqu'au 30 décembre 2003.

* Le dénouement des transferts dans le MES

Le dénouement des opérations transférées par les postes comptables déconcentrés a connu une évolution significative avec la création du service dénouement et de la cellule de dénouement. Toutes les opérations de la TRAS en instance de dénouement ont fait l'objet de traitement.

* L'établissement des certificats de concordance bancaire ASTER et ancienne comptabilité

Les concordances ont été établies au 30 décembre 2003 pour les deux applications.

* La situation de la CGRAE (compte 462)

Le compte 462 (52800 dans l'ancienne comptabilité) retrace les opérations entre le Trésor et la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'État (CGRAE). Le total général des recettes au 30 décembre 2003 s'élève à **42.872.757.915 FCFA** contre **63.274.747.646 FCFA** en dépenses ; ce qui dégage un solde débiteur de **20.401.989.731** contre **25.539.244.044** au 31 décembre 2002.

7) La caisse d'avances

* L'évolution des opérations de la caisse d'avances

La situation cumulée de la caisse d'avances au 31 décembre 2003 se présente comme suit :

Nature de Dépenses	Balance d'entrée	Approvisionnement	Dépenses	Solde
Billets d'avion	14.448.315	732.761.300	725.616.550	21.593.065
Missions Hors CI	130.838.846	1.034.260.000	1.033.651.959	131.446.887
Déplacements définitifs	51.560.170	46.000.000	52.082.090	45.478.080
Total	196.847.331	1.813.021.300	1.811.350.599	198.518.032

8) Les statistiques

* La situation des restes à payer

Nature des opérations		Montants		Variation
		2002	2003	
<i>Exercices N-1 et antérieurs</i>	<i>Ordonnancements</i>	77.059.792.877	131.358.183.781	41%
	<i>Règlements</i>	21.385.778.848	77.305.717.968	72%
	Restes à payer	55.674.014.029	54.052.465.813	-2,90%
<i>Journées complémentaires</i>	<i>Ordonnancements</i>	135.555.909.239	601.584.851.497	77,00%
	<i>Règlements</i>	95.454.923.268	518.758.114.923	82,00%
	Restes à payer	40.100.985.971	82.826.736.574	52,00%
Cumul des restes à payer		95.775.000.000	136.879.202.387	30,00%

* La situation des oppositions à paiement de l'année 2003

Total général ATD et saisie-arrêt	7.480.539.403
Total ATD exécuté au cours de l'année 2003	490.959.686
Total ATD reste à exécuter	6.989.579.717

IV-3-2 Au titre des autres activités

A ce titre, il faut retenir :

- la participation aux réunions périodiques de la commission tripartite sur l'élaboration de la loi de règlement ;
- la participation aux réunions périodiques du Comité de Trésorerie à la BCEAO ;
- la poursuite de la conférence des Chefs de Services (réunion hebdomadaire au cours de laquelle le Payeur et ses collaborateurs -Fondés de Pouvoirs et Chefs de Services- passent en revue le fonctionnement des Services et dégagent les diligences pour la semaine) ;
- la présentation du module sur le rôle du comptable public à l'occasion du séminaire sur les procédures d'exécution des dépenses publiques à l'attention des opérateurs économiques ;
- la participation à un séminaire sur les procédures d'approbation des marchés publics organisé à l'endroit des DAAF des différents Ministères ;
- la participation aux réunions périodiques sur la mise en œuvre du FUR (Fichier Unique de Référence) pour une gestion plus rationnelle des fonctionnaires et agents de l'Etat et de la masse salariale ;

- la participation aux réunions périodiques relatives à la mise en œuvre des applications périphériques à ASTER (PEC/MER) ;
- la formation des agents des services comptabilité et visa Dépenses de matériels à l'application PEC/MER ;
- la participation aux réunions avec la Banque Mondiale, l'Union Européenne et le FMI à l'occasion des missions effectuées par ces bailleurs de fonds ;
- la participation aux vérifications d'aptitude de l'application « Bon de caisse ».

4 LA TRESORERIE GENERALE POUR L'ETRANGER (TGE)

IV-4-1 Exécution des crédits budgétaires au 31 décembre 2003

Rubrique	Balance d'entrée	Ordonnancements	Règlements	Restes à payer
Exécution des crédits	8.309.388.264	23.946.839.198	10.854.447.161	21.401.780.301

Il se dégage, de tout ce qui précède, des restes à payer au 31 décembre 2003 de **1.401.780.301 F CFA** soit un taux d'exécution des ordonnancements de 33,7 %.

IV-4-2 Les opérations de trésorerie

1) Les salaires

Les salaires bruts versés aux fonctionnaires (Diplomates) et aux militaires (Attachés de Défense) en poste à l'Etranger au cours de l'exercice 2003 au 31 décembre s'élèvent à **10.239.948.851 F CFA** dont **1.634.609.000 F CFA** au profit des militaires.

2) Les avances consenties

Au 31 décembre 2003, les avances consenties par la Trésorerie Générale pour l'Etranger et non encore régularisées s'élèvent globalement à **8.626.320.150 F CFA** dont **1.011.960.539 F CFA** au titre de l'exercice 2003.

IV-5 L'AGENCE COMPTABLE DE LA DETTE PUBLIQUE (ACDP)

IV-5-1 Recettes

Les recettes encaissées du 01 janvier 2003 au 31 décembre 2003 s'élèvent à **131.118.763.432 F CFA** et se répartissent comme suit :

- **Les Recettes Extérieures** : **12.302.387.937 F CFA**
 - *les recettes d'emprunt* : *10.942.655.732 F CFA* ;
 - *les recettes de don (Japon)* : *1.359.732.205 F CFA*.
- **Les Recettes Internes** : **3.520.385.238 F CFA**
 - *les versements des Entreprises* : *1.918.846.550 F CFA* ;

- les recettes propres des projets : 330.110.316 F CFA ;
- les recettes sur retenues 10 % : 1.271.428.372 F CFA.

- **Les Approvisionnements ACCT : 115.295.990.257 F CFA**, dont
 - au titre de la dette : 102.988.594.201 F CFA ;
 - au titre des projets : 12.307.396.056 F CFA..

IV-5-2 Les dépenses

1) Les Dépenses dans SIGFiP

- **Au titre des projets : 29.526.332.856 F CFA ;**
- **au titre de la dette : 18.561.689.721 F CFA** dont
 - Dette Extérieure : 15.634.348.977 F CFA ;
 - Dette Intérieure : 2.927.340.744 F CFA.

2). les dépenses hors SIGFiP

- **Au titre des projets : 1.673.133.660 F CFA**
- **Au titre de la dette : 87.079.562.826 F CFA** dont,
 - * Dette Intérieure : 16.775.257.892 F CFA ;
 - * Dette Extérieure : 70.304.304.934 F CFA.

Le total des règlements au titre de la dette extérieures au 31 Décembre 2003, SIGFiP et Hors-SIGFiP est de **85.938.653.911 F CFA**. Ces règlements ont été réalisés au profit des créanciers suivants :

- BIRD / IDA : **77.183.146.483 F CFA**, soit 89,81 % ;
 - BAD : **1.915.061.289 F CFA**, soit 2,23 %;
 - BOAD : **4.802.315.745 F CFA**, soit 5,59 %;
 - BADEA : **312.959.182 F CFA**, soit 0,36 %;
 - CEDEAO : **674 218 033 F CFA**, soit 0,79 % ;
 - CLUB de Londres : **55.732.901.F CFA**, soit 0,53 %
 - F I D A : **248.010.940 F CFA**, soit 0,29 %;
 - Autres multilatéraux : **87.929.991 F CFA**, soit 0,10 %.
- (Eximbank Chine, Standard Bank, Don Japonais)
- Autres créanciers : **259.279.347 F CFA**, soit 0,30 %
- (IDEP, CNUCED, OPEC, Fonds Koweïtien)

IV-5-3 Les autres dépenses effectuées

- Dépenses Sociales : **11 264 984 934 F CFA ;**
- Les Dépenses du CI-PAST : **8.008.672.874 F CFA ;**
- Chèques Spéciaux Trésor : **2.713.672.963 F CFA.**

IV-5-4 Les restes à payer

- Au titre des Projets : **6.758.405.488 F CFA ;**
- Au titre des Dépenses Sociales : **2.840.577.585 F CFA.**
- Au titre de la Dette : **430.359.822.978 F CFA** dont

* Dette Extérieure	: 346.587.167 209 F CFA ;
* Dette Intérieure	: 83.772.655.769 FCFA ;
- Au Titre du CI-PAST	: 1.889.449.989 F CFA.

IV – 6 L'AGENCE COMPTABLE DES CREANCES CONTENTIEUSES (ACCC)

Les activités de l'ACCC au cours de l'année 2003 s'articulent essentiellement autour des points suivants:

IV –6-1 Au titre des opérations propres de l'ACCC

Les recettes non fiscales recouvrées par l'ACCC se chiffrent à **1.518.386.639 FCFA** et se répartissent comme suit :

Nature de la recette	Recouvrement 4 ^{ème} trimestre 2003	Recouvrement des trimestres précédents	Total des recouvrements de l'année 2003
Amende forfaitaire	0	24 714 470	24 714 470
Pénalité	4 991 800	22 767 000	27 758 800
Trop perçu	5 888 288	103 858 087	109 746 375
Débet comptable	0	135 000	135 000
Détournement	0	527 715	527 715
Perte d'arme	0	830 000	830 000
Dividende	172 134 687	689 993 635	862 128 322
Amende judiciaire	12 000	368 870	380 870
Droit de chancellerie	10 000	35 000	45 000
Privatisation	0	457 884 375	457 884 375
Contrainte extérieure	0	172 730	172 730
Recettes diverses	0	34 062 982	34 062 982
TOTAL	183.036.775	1.335.349.864	1.518.386.639

Les recettes non fiscales recouvrées par l'ACCC font l'objet d'un nivellement périodique sur le compte principal de l'ACCT.

Les nivellements effectués au cours du quatrième trimestre 2003 s'élèvent à **186.000.000 F CFA**. Ce qui, combiné aux **855.300.000 F CFA** nivelés au cours des trimestres précédents, porte à **1.041.300.000 F CFA** le total des recettes nivelées sur l'ACCT pendant l'année 2003.

IV-6-2 Au titre des opérations de la SONARECI- Liquidation

Ces opérations portent essentiellement sur le recouvrement des créances et les charges de gestion de cette liquidation.

1- Le recouvrement des créances

le montant total des recettes recouvrées au cours de l'année 2003 se chiffrent à **1.595.948.964 F CFA** et se présentent comme suit :

Nature des recouvrements	Recouvrement 4 ^{ème} trimestre	Recouvrement des trimestres antérieurs	Total du recouvrement de l'année 2003
Amiable	62.489.478	187.952.330	250.441.808
Contentieux	41.100.625	765.860.767	806.961.392
Patrimoine	96.015.265	392.218.767	488.234.032
Autres	50.311.732	0	50.311.732
TOTAL	249.917.100	1.346.031.864	1.595.948.964

2) Les charges de liquidation

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement effectuées au cours de la gestion 2003 se chiffrent à **1.247.429.904 F CFA**.

Ces dépenses sont globalement constituées des charges de fonctionnement et d'investissement pour un montant de **593.615.232 F CFA** mais aussi de certaines charges spécifiques liées aux structures que gère la SONARECI pour un montant de **653.814.672 F CFA**.

3) Les transferts de fonds à l'Etat

Au cours de la gestion 2003, des opérations de la SONARECI-LIQUIDATION, il s'est dégagé des excédents qui ont fait l'objet de transferts périodiques de fonds à l'Etat.

Le montant total des transferts de fonds effectués au profit de l'Etat au cours de l'année 2003 est de **350.000.000 F CFA**.

IV-6-3 Au titre des opérations de la CAISTAB Liquidation

Les opérations de la LIQUIDATION-CAISTAB se résument au recouvrement des créances diverses et celles dues par les exportateurs défaillants et au paiement des charges de liquidation.

1) Le recouvrement des créances

Le montant total des recettes recouvrées se chiffre à **1.251.300.894 F CFA**. Les recettes recouvrées, comparativement aux années antérieures, ont connu une hausse relativement importante. Cela est dû au taux élevé des recettes de loyers pour un montant de **1.069.213.812 F CFA** et aux versements effectués par les gros débiteurs tels que la BCC et l'ARCC pour un montant total de **903.693.462 F CFA**.

2) Les charges de liquidation

Elles sont constituées non seulement des dépenses de fonctionnement nées de la gestion de la liquidation, mais des charges liées à l'apurement du passif.

Au titre de la gestion 2003 des opérations résiduelles de la LIQUIDATION CAISTAB, les règlements effectués se chiffrent à un montant global de **3.850.740.442 F CFA** sur un passif de l'ordre de **6.205.241.663 F CFA**.

Il reste à ce jour des restes à payer de **2.354.501.221 F CFA** dus pour une grande partie à la SOPIM pour **1.164.081.221 F CFA** et à l'UNICAO pour **1.190.000.000 F CFA**.

IV-7 L'AGENCE COMPTABLE CENTRALE DES DEPOTS (ACCD)

Les activités de l'ACCD sont essentiellement basées sur les opérations bancaires et le recouvrement des Fonds sociaux.

IV-7-1 La situation des dépôts

Au 31 décembre 2003, les dépôts de l'Agence Centrale se chiffrent à **1,973 milliards FCFA**. Ils ont connu une diminution substantielle de 58% par rapport à l'année précédente au cours de la même période (**4,698 milliards FCFA**).

1) Les encaissements réalisés

Les encaissements réalisés par l'ACCD au profit de ses clients se chiffrent à **293, 773 milliards F CFA** à fin décembre 2003 dont **268,408** par le biais des banques et **25,365 milliards F CFA** en numéraires. Les encaissements numéraires ont fait un saut qualitatif de 72% par rapport à l'année 2002 (**14,624 milliards F CFA**).

2) Les décaissements effectués

Les décaissements cumulés à fin décembre s'élèvent à **281,218 milliards F CFA** dont **256,023** par voie bancaire et **25,194 milliards** en numéraires. Au niveau des décaissements bancaires, les décaissements intérieurs avec **247,251 milliards F CFA** représentent 97% de l'ensemble des décaissements et ceux effectués en faveur de l'extérieur du pays dans le cadre des transferts ou ordres de virements se situent à **8,7 milliards** soit 3%.

3) Les avances consenties aux clients

Elles se chiffrent à **11,710 milliards F CFA** soit un recul de 23% par rapport à l'année 2002 (**15,138 milliards**). Bien qu'en deçà de celles de 2002, les avances à fin décembre 2003, confirment que la tendance haussière des avances, amorcée depuis le mois de juin reste largement constante.

4) Les comptes clients

Les comptes clients se chiffrent, au 31 décembre 2003, à **17,916 milliards** soit un recul de 25% au regard de leur niveau de décembre 2002 qui était de **23,799 milliards F CFA**. Les EPN, avec **9,1 milliards** constituent les principaux clients de l'ACCD. Ils sont suivis des régies (**5,663**), des autres (**2,863**) et des particuliers dont les comptes affichent un solde créditeur de **200 millions** à fin décembre.

5) Les recettes des clients

Les recettes des clients à fin décembre 2003, s'élèvent à **159,133 milliards F CFA**. Les ressources propres se situent à **113,707 milliards FCFA** soit **71,4%** de l'ensemble des recettes. Ces ressources propres enregistrées en 2002 (**56,243 milliards F CFA**) ont plus que doublé au

cours de l'année 2003. Les subventions qui représentent 28% des recettes, se chiffrent à **45,082 milliards F CFA** soit une baisse de 35% par rapport à l'année 2002.

IV-7-2 Le recouvrement des Fonds Sociaux

Les acquis de l'année 2002 ont été renforcés. Les résultats du recouvrement font ressortir un total général de **707.054.986 millions F CFA**. Ce total se décompose comme suit :

- 1^{er} trimestre : **163.438.671 F CFA ;**
- 2^{ème} trimestre : **132.381.536 F CFA ;**
- 3^{ème} trimestre : **178.154.150 F CFA ;**
- 4^{ème} trimestre : **233.080.629 F CFA.**